MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGÉRIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL D'ALGER

N° 112 – Janvier & Février 2023

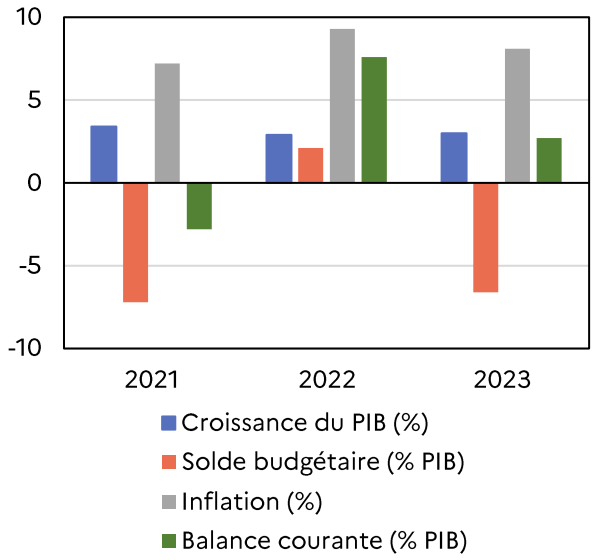
« Article IV » FMI

Le Fonds Monétaire International (FMI) a publié sa revue de l'économie algérienne au titre de l'Article IV

L'article IV participe à la mission de suivi des politiques économique et financières de ses 190 pays membres, dont l'Algérie. Ainsi, en général, le FMI se rend une fois par an dans les pays membres afin de s'entretenir avec les responsables du gouvernement et la banque centrale, sur les risques et réformes à entreprendre dans le pays. A l'issue de ces consultations et de la rédaction d'un rapport, ce dernier est soumis à l'examen du Conseil d'administration du Fonds, puis aux autorités nationales avant d'être publié en intégralité pour sa partie principale, et parfois complété par des indicateurs spécifiques et des rapports thématiques annexés. La dernière revue article IV pour l'Algérie avait eu lieu en 2021.

Le dernier rapport du Fonds fait état d'une estimation de croissance à 2,9 % pour 2022, et anticipe un niveau similaire anticipé en 2023, avec une croissance à +3 % (à relever des écarts avec les plus récentes estimations du FMI, en particulier le World Economic Outlook d'octobre 2022, qui fait état d'une estimation de croissance à 4,7 % en 2022 et d'une prévision de 2,6 % en 2023). Par ailleurs, les équipes du Fonds estiment que l'accélération de l'inflation observée en 2022 (+9,3 %) devrait légèrement s'atténuer, pour atteindre 8,1 % en 2023. Dans ce contexte, le FMI invite les autorités algériennes à mettre en œuvre un resserrement de la politique monétaire, pour lutter contre l'inflation.

Indicateurs macroéconomiques
Source : Article IV FMI



En matière de finances publiques, le Fonds estime que le solde budgétaire serait excédentaire en 2022, à 2,1 % du PIB, avant qu'un déficit ne soit enregistré en 2023 (-6,6 % du PIB). Le FMI explique ces projections par des recettes pétrolières qui baisseraient structurellement, alors que les dépenses resteraient constantes. Le Fonds relève, à cet égard, l'incidence sur le niveau de dette publique (56,1 % en 2022), qui devrait être ramené, en 2023, à 52,9 %. À cet effet, le rapport préconise une réduction du déficit budgétaire pour éviter des contraintes de

financement, et ce, dans un contexte de vulnérabilité des finances publiques aux fluctuations des cours des hydrocarbures.

Concernant l'équilibre des comptes extérieurs, le rapport décrit une nette amélioration : le déficit courant en 2021 (-2,8 % du PIB) a ainsi été ramené en territoire positif à 7,6 % du PIB en 2022, sous l'effet d'une hausse marquée des exportations de biens (+ 58 %, à 31,2 % du PIB) alors que les importations afficheraient une progression moindre (+7,6 %, à 20,6 % du PIB). Malgré une réduction, le compte courant devait demeurer excédentaire en 2023, à 2,7 % du PIB, et porter les réserves de change à 69,5 Mds USD en 2023 (contre environ 62 Mds USD fin 2022).

À échéance plus éloignée, le FMI anticipe cependant un ralentissement structurel de la croissance : +2,6 % en 2024 ; +2,2 % en 2025; +2,1 % en 2026, orientations tributaires des évolutions anticipées du secteur des hydrocarbures, dont la croissance serait orientée à la baisse.

Enfin, le Fonds formule une série de recommandations, portant notamment sur la modernisation du secteur financier, la numérisation de l'économie, ainsi que le renforcement de la gouvernance des entreprises publiques.

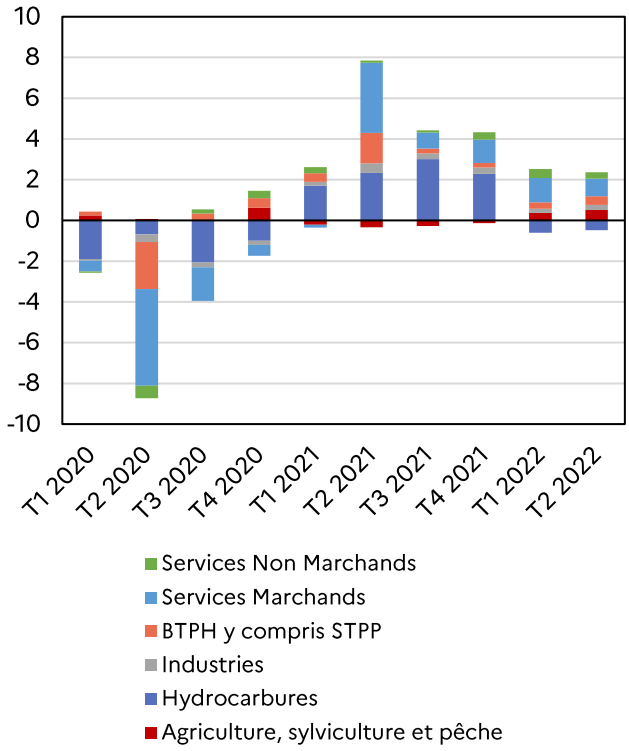
Activité économique

Au second trimestre 2022, la croissance du PIB a atteint 2,8 % en rythme annuel

La publication par l'Office National des Statistiques (ONS) des « Comptes nationaux trimestriels » pour le second trimestre 2022 (T2 2022), fait état d'une accélération de l'activité économique par rapport au 1er trimestre 2022 (T1 2022), avec une progression du PIB de 2,8% (après 1,9% au trimestre précédent selon l'ONS).

Selon l'ONS, cette hausse est due à la fois à la bonne orientation du secteur marchand, qui affiche une croissance de 4,2 % au T2 2022 (tandis qu'à la même période de 2021 il progressait de seulement 0,7 %), mais également à l'essor du secteur agricole, avec une augmentation de 4,5 % de l'activité (contre un recul de 2,7 % un an plus tôt). La croissance du secteur BTP (y compris STPP) affiche également une performance positive, à 4,2 % au T2 2022, après un essor de 13,3% au T2 2021

Croissance PIB 2020-2022 (%)
Source : ONS



Le secteur industriel (+5,1 %) contribue aussi à la hausse de l'activité au T2 2022. En détail, la croissance du secteur industriel est surtout stimulée par les branches « eau et énergie » (+7,1 % au T2 2022), « textile » (+7,2 %), et « l'industrie agro-alimentaire » (+5,5 %).

En revanche, le secteur des hydrocarbures enregistre au T2 2022 un nouveau recul, de 1,5 %, après une contraction de 2,3% au T1 2022, dans un contexte de forte inflation du secteur (essor réel amoindri) et d'un effet de base défavorable.

Commerce extérieur

Rebond du commerce extérieur algérien en 2022

Selon l'ONS, les prix à l'exportation et à l'importation des marchandises, libellés en dinars, sont en hausse généralisée, sur les neuf premiers mois de l'année 2022.

Commerce exterieur algérien (Mds DZD)
Source : ONS

Entre janvier et septembre 2022, les exportations ont progressé en valeur de 85,4 %, sous l'effet notamment de la hausse des prix des exportations d'hydrocarbures (+89,6 %). Les exportations hors hydrocarbures ont également affiché une hausse, de 52,6 % sur les neuf premiers mois de 2022. En volume, les exportations sont en très légère baisse de 0,9 %. Dans le détail, les exportations d'hydrocarbures ont baissé de 1 % en volume (contre un essor de 87,8 % en valeur), à l'instar des exportations hors hydrocarbures qui ont connu une contraction de 0,8 % en volume (+51,4 % en valeur).

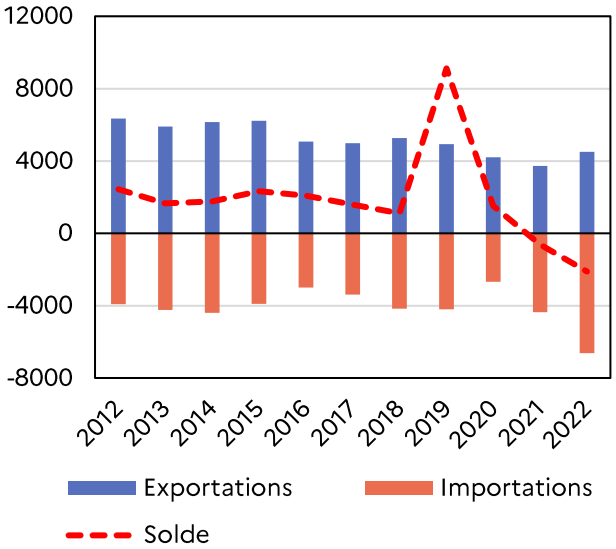
Au niveau des importations, les prix ont connu sur les neuf premiers mois de 2022 une progression de 21,3 %, mais avec des volumes en baisse de 6,4 %.

En résumé, les exportations totales algériennes se sont élevées entre janvier et septembre 2022 à 6 691,7 Mds DZD (46 Mds EUR), pour des importations de 4 251,5 Mds DZD (29 Mds EUR). La valeur des exportations augmentant davantage que celle des importations, le solde commercial s'améliore, passant d'un déficit de 103,3 Mds DZD sur les neuf premiers mois de l'année 2021 à un excédent de 2 440,2 Mds DZD un an plus tard sur la même période.

Forte reprise des échanges commerciaux franco-algériens en 2022

Selon les données des Douanes françaises, les échanges commerciaux franco-algériens ont progressé en 2022 de 37 %, à 11 Mds EUR.

Commerce bilatéral France-Algérie 2012-2022 (M EUR)
Source : Douanes françaises



La hausse est stimulée par l'augmentation des achats français depuis l'Algérie, portant sur 6,6 Mds EUR (+52 % par rapport à 2021), principalement en raison de la hausse des cours des hydrocarbures, les achats français

d'hydrocarbures algériens ayant de facto connu une progression de 67 %, à 5 Mds EUR.

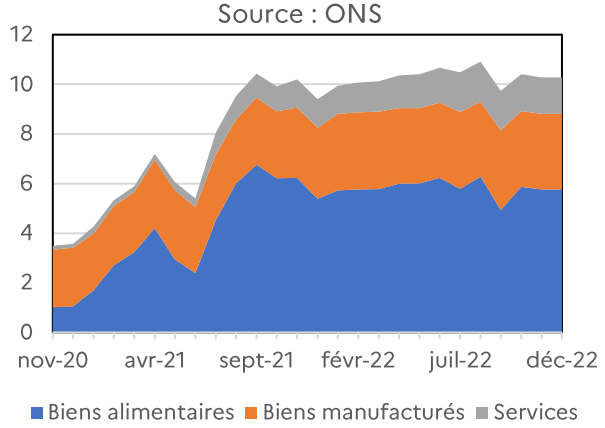
En outre, la hausse des échanges commerciaux bilatéraux s'explique également par l'augmentation des exportations françaises vers l'Algérie, qui ont progressé de 21 % en rythme annuel, pour s'établir à 4,5 Mds EUR. Les principaux postes d'exportations françaises vers l'Algérie sont en hausse. C'est le cas des produits agricoles (+63,5 % à 1 Md MEUR), des biens industriels (+21 %, à 1,5 Md EUR), des équipements mécaniques (+3 % à 880 MEUR) ou bien des matériels de transport (+9 % à 709 MEUR).

Inflation

L'indice des prix à la consommation affiche une légère baisse

Au niveau **national**, selon le dernier rapport de l'indice des prix à la consommation de l'ONS, l'inflation en 2022 s'est établie en moyenne à +9,7 %. En rythme mensuel, l'inflation a connu une légère baisse en décembre 2022 (-0,4 point de pourcentage), notamment en raison du ralentissement de l'inflation alimentaire (-1 %).

Contribution des principaux postes à l'inflation à Alger (%)
Source : ONS



Les données pour la **ville d'Alger** confirment cette tendance, et font état d'une inflation de 9,3 % en 2022. À Alger, en décembre 2022, on constate une légère accélération de l'inflation (+ 0,4 % par rapport à novembre), en lien notamment à l'inflation des denrées alimentaires. En détail, pour la ville d'Alger, il ressort des données de l'ONS que l'inflation continue d'être principalement tirée par la hausse des prix des biens alimentaires (+13,4 % - 43 % du panier de consommation). En outre, l'augmentation des prix des biens manufacturés (40 % du panier total de consommation) stimule également les tensions inflationnistes, avec un essor de +7 % sur l'année. Enfin, le prix des services (17 % du panier de consommation), affiche une augmentation moins importante (+ 3,4 %).

Agriculture

Une récente publication de l'Office National des Statistiques (ONS) rassemble des données relatives à la production végétale, au cheptel et à la production animale pour la campagne agricole 2019/2020. Ces données proviennent de la Direction des Systèmes d'Information, des Statistiques et de la Prospective du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.

La production de céréales est ainsi évaluée à 43,9 millions de quintaux (M Qx), contre 56,3 M Qx durant la campagne 2018/2019, soit une baisse de 22 %. Parmi elles, la production de blé dur, qui représente près de 60 % des céréales d'hiver, a baissé de 20 %, passant de 32,1 M Qx durant la campagne 2018/2019 à 25,9 M Qx lors de la campagne 2019/2020. Une même évolution a été constatée pour l'orge (-26 %, de 16,5 M Qx à 12,1 M Qx) et le blé tendre (-21 %, de 6,7 M Qx à 5,3 M Qx).

La production de dattes enregistrée durant la campagne 2019/2020 est évaluée à 11,5 M Qx, en légère hausse de 1,4 % par rapport à l'année précédente. La *Deglet Nour*, qui représente 54 % de la production totale, est estimée à 6,2 M Qx avec une croissance positive de 1 %.

Concernant l'élevage, l'effectif global du cheptel (toutes races confondues) s'élevait à 38,1 millions de têtes en 2020 contre 36,8 millions de têtes en 2019, soit une hausse de 4 %. Les ovins prédominent avec 81 % du total national. Les caprins viennent en deuxième position avec une part de 12,9 %, suivis par les bovins avec 4,6 %.

Quant aux camelins et équins, ils ne représentent que 1,1 % et 0,4 % de l'effectif global. L'effectif du cheptel ovin atteignait 30,9 millions de têtes en 2020, soit une augmentation de 5 % par rapport à son niveau de 2019. Le cheptel bovin a atteint 1,7 million de têtes en 2020 contre 1,8 million en 2019, soit un repli de 2,3 %. Le nombre de vaches laitières, qui représente 52,2 % du total bovin, a régressé pour sa part de 2,1 % durant l'année considérée.

Enfin, la production de viande rouge a atteint 5,3 M Qx en 2020, soit une augmentation de 1 % par rapport à 2019. En ce qui concerne le lait, le volume produit en 2020 est de l'ordre de 3,4 milliards de litres, soit une hausse de 1 % en glissement annuel.

Le secteur de l'eau

L'Algérie figure parmi les pays de la région classés dans la catégorie des pays pauvres en ressources hydriques, avec une dotation en eau estimée, selon le Conseil National Economique, Social et Environnemental (CNESE) à 420 m³ par habitant et par an, soit une quantité inférieure au seuil de pénurie hydrique fixé à 1000 m³/an/hab par l'OMS. Cela s'explique par l'étendue du territoire algérien (2,4 millions de km²), dont la majeure partie (87 %) est constituée de désert où les précipitations sont quasi nulles.

La demande, en forte croissance, a été, selon une étude de l'IPEMED, multipliée par 4 en 40 ans, en raison notamment de la croissance démographique. L'étude souligne également la nécessité pour les politiques publiques d'agir au niveau de la demande, en menant des politiques publiques visant à réduire les fuites et les gaspillages et à faire évoluer le modèle de tarification.

Face à ce constat, les réponses ont notamment porté sur le développement de la ressource, passant en particulier par la mise en place de nouvelles infrastructures hydrauliques :

- de nouveaux barrages (80 actuellement ; cinq sont achevés mais doivent encore être raccordés et cinq nouveaux sont en cours de construction, ce qui devrait porter leurs capacités de 8,3 Mds m³ à 9 Mds en 2024 et 12 Mds m³ en 2030) ;
- de nouvelles stations de traitement des eaux usées : en janvier dernier, l'Office national de l'assainissement (ONA) a lancé un programme de construction d'une trentaine de nouvelles stations de traitement des eaux usées. 16 d'entre elles seront dotées de dispositifs permettant une réutilisation directe des eaux traitées pour l'irrigation, avec un objectif affiché de fournir 1,2 milliard de m³ d'eaux usées traitées à l'agriculture d'ici 2030 ;
- un système de transfert des eaux stockées vers les wilayas limitrophes d'Alger, à l'image du remplissage du barrage de Taksebt, dont la seconde phase vient de s'achever.

Surtout, l'Algérie souhaite accroître ses investissement en matière de dessalement d'eau de mer. Le pays, qui dispose de 1200 km de côtes, bénéficie d'ailleurs déjà d'un parc conséquent, issu de son programme d'investissement lancé, selon des formules *BOT*, en 2004. L'Algérie compte ainsi 10 stations, d'une capacité moyenne comprise entre 100 000 et 200 000 m³/jour (l'une d'entre elle atteignant une capacité de 500 000 m³/jour), produisant au total 770 millions de m³ / an.

En 2021, l'Algerian Energy Company (AEC), a lancé un nouveau programme de construction de six unités de petite capacité (80 000 m³/j), six autres devant suivre à partir de 2025. L'objectif est d'atteindre un approvisionnement en eau potable de 60 % du littoral par ce moyen en 2030, contre 17 % actuellement.

TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLEFS

Population (1er juillet 2020, ONS)	**44,2 millions d'habitants**
PIB/habitant en USD PPA 2017 (2021, FMI)	10 969 USD
Indice de développement humain (2020, PNUD)	0,748 (91e/189)
Espérance de vie à la naissance (2020, ONS)	76,3 ans
Taux de chômage (2019, ONS)	11,4 %
Taux de change moyen EUR/DZD (1er mars, Banque d'Algérie)	144,97
Taux de change moyen USD/DZD (1er mars, Banque d'Algérie)	136,38
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – janvier 2023, OPEP)	83,76 USD
Notation Coface (Risque Pays - février – 2022)	C

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES ANNUELS

		2020	2021	2022 (e)	2023 (p)
PIB, croissance et inflation	PIB / habitant (USD, prix courants FMI)	3 305	3 660	4151	4 162
	Taux de croissance du PIB (%, prix constants)	-5,1	3,5	4,7	2,6
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (%, prix courants)	-4,1	2,3	4,1	3,1
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	2,4	7,2	9,7	8,7
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-12	-7,2	-12,3	-11,3
	Dette publique (% du PIB)	52,3	63	63	70
	Dette extérieure brute (% du PIB)	2,5	1,9	1,7	1,7
Comptes Externes	Importations de biens et services (Mds USD)	42,9	44,3	47,6	52
	Exportations de biens et services (Mds USD)	24,9	42	60	53
	Balance commerciale (biens et services, Mds USD)	-18	-2,3	12,4	1
	Balance courante (Mds USD)	-18,7	-4,6	11,6	1

Source : FMI (WEO/REO Octobre 2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Économique Régional d'Alger
Pour s'abonner : mohamed.hammouch@dgtresor.gouv.fr

CLAUSE DE NON RESPONSABILITÉ : Le Service Économique Régional (SER) d'Alger s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour. Le SER ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation, du partage et de l'interprétation des informations contenues dans cette publication.